

**DECISION N° 094/2022/ARMP/CRD/DEF DU 31 AOÛT 2022  
DU COMITE DE REGLEMENT DES DIFFERENDS STATUANT EN  
COMMISSION LITIGES SUR LA DEMANDE DE L'AGENCE REGIONALE DE  
DEVELOPPEMENT (ARD) DE DIOURBEL SOLLICITANT UNE DEROGATION SUR LA  
COMPOSITION DE SA COMMISSION DES MARCHES.**

**LE COMITE DE REGLEMENT DES DIFFERENDS STATUANT EN COMMISSION  
LITIGES,**

VU la loi n°2022-07 du 19 Avril 2022 modifiant la loi n°65-51 du 19 Juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration, notamment en ses articles 30 et 31 ;

VU le décret n° 2007-546 du 25 avril 2007 portant organisation et fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Marchés publics (ARMP), notamment en ses articles 20 et 21 ;

VU le décret n° 2014-1212 du 22 septembre 2014 portant Code des Marchés publics, modifié ;

VU le décret n°2020-969 du 20 avril 2020 portant nomination des membres du Conseil de Régulation de l'ARMP ;

VU la décision n° 0005/ARMP/CRMP portant règlement intérieur du Conseil de Régulation des Marchés Publics ;

VU la résolution n°09-12 du 13 décembre 2012 instituant le versement d'une consignation pour la saisine du Comité de Règlement des Différends ;

VU la résolution n°07-20 du 28 avril 2020 portant nomination des membres du Comité de Règlement des Différends (CRD) de l'ARMP ;

VU la demande de l'Agence régionale de Développement de Diourbel du 26 août 2022 ;

Monsieur Ousseynou CISSE entendu en son rapport ;

Madame Aïssé Gassama TALL assurant l'intérim du Président du CRD, messieurs Moundiaye CISSE et Mbareck DIOP, membres du Comité de Règlement des Différends (CRD) ;

De Monsieur Saër NIANG, Directeur général de l'ARMP, secrétaire rapporteur du CRD, assistée par ses collaborateurs, observateurs ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi et aux principes généraux de la régulation ;

Adopte la présente décision :

Par lettre du 26 août 2022 reçue à l'ARMP le 29 août 2022, l'Agence régionale de Développement de Diourbel (ARD) a saisi le Comité de Règlement des Différends (CRD) d'une demande visant à obtenir une dérogation sur la composition de sa commission des marchés.

### **LES MOYENS DEVELOPPES PAR LE REQUERANT**

Le Directeur de l'ARD justifie sa demande par l'insuffisance du personnel, malgré les efforts faits pour recruter deux cadres durant l'année 2017.

Ainsi, se basant sur l'article 5 de l'arrêté n°00864/MEFP du 22 janvier 2015 qui dispose que les membres des commissions des marchés doivent être de niveau cadre ou assimilé, le requérant soutient que seuls deux (02) membres du personnel peuvent siéger dans la commission des marchés.

Poursuivant son argumentaire, il déclare que l'agent comptable (ACP) qui est le chef de la division administrative et financière et l'ingénieur génie civil (responsable services techniques), membre de la Cellule de passation des marchés et rapporteur de la commission, ne peuvent pas être membres de la commission des marchés, compte tenu de leurs statuts.

C'est pourquoi, il demande au CRD une dérogation pour pouvoir constituer une commission des marchés selon la composition suivante :

- chef de la division planification, Président ;
- comptable matières, Membre ;
- chef de la division suivi évaluation, membre ;
- représentant du Contrôleur Financier ;
- représentant du Ministère de tutelle.

### **OBJET DE LA DEMANDE**

Il résulte de la saisine et des faits qui la sous-tendent que l'ARD de Diourbel souhaite obtenir du CRD une dérogation sur la composition de sa commission des marchés.

### **EXAMEN DE LA DEMANDE**

Considérant qu'il résulte des dispositions de l'article 35 du Code des Marchés publics, qu'au niveau de chaque autorité contractante, est mise en place une commission des marchés chargée de l'ouverture des plis, de l'évaluation des offres et de l'attribution provisoire des marchés ;

Considérant que selon l'article premier du décret n°2014-1263 abrogeant et remplaçant les articles premier, 4, 5, 6 et 8 du décret n° 2012-106 du 18 janvier 2012 fixant les modalités d'organisation et de fonctionnement des Agences régionales de Développement, l'ARD de Diourbel est un établissement public local à caractère administratif, chargé de l'exécution des projets de développement local ;



Qu'ainsi, au sens de l'article 2 du Code des Marchés publics, l'ARD de Diourbel est autorité contractante et, à ce titre, est soumise à l'exigence de mettre en place une commission des marchés ;

Considérant que le nombre et les conditions de désignation des membres des commissions des marchés des autorités contractantes sont fixés par l'arrêté n° 00864 du 22 janvier 2015 du Ministre en charge des Finances ;

Que l'article 2 de l'arrêté susvisé dispose que pour les établissements publics, la commission des marchés doit être composée, au titre des représentants de l'autorité contractante, ainsi qu'il suit :

- un président ;
- le directeur financier ou son représentant ;
- le responsable des services techniques ou son représentant ;
- le responsable chargé des approvisionnements et marchés ou son représentant ;

Qu'en outre, selon l'article 5 de l'arrêté, les membres de la commission des marchés doivent être de niveau cadre ou assimilé ;

Considérant que le Directeur de l'ARD de Diourbel a proposé une commission des marchés qui ne comporte pas de suppléants et qui n'est pas conforme à la composition prescrite par l'arrêté susvisé ;

Considérant que l'insuffisance du personnel constitue une contrainte qu'il convient de prendre en compte pour permettre à l'ARD d'exercer ses activités au bénéfice des collectivités ;

Que dès lors, sur la base des informations fournies, il y a lieu d'accorder à l'ARD de Diourbel une dérogation exceptionnelle à la composition de la commission des marchés sans suppléant et sans le responsable du service financier parmi les membres ;

Que toutefois, à l'avenir, l'ARD devra prendre les dispositions utiles pour renforcer son personnel afin de se conformer aux dispositions de l'arrêté n° 00864 du 22 janvier 2015 du Ministre en charge des Finances ;

## **PAR CES MOTIFS**

- 1) Constate que l'Agence régionale de Développement de Diourbel est une autorité contractante au sens de l'article 2 du Code des Marchés publics ;
- 2) Constate que l'ARD, invoquant l'insuffisance de son personnel, demande une dérogation pour mettre en place une commission des marchés sans suppléant et sans la présence du responsable du service financier au motif qu'il est l'agent comptable ;
- 3) Dit qu'il est de principe que l'agent comptable d'un organisme public ne doit pas cumuler ses activités et celles qui relèvent de la compétence de l'administrateur des crédits ;

4) Autorise, en conséquence, la composition de la commission des marchés de l'Agence régionale de Développement (ARD) de Diourbel pour l'exercice 2022, au titre des représentants de l'autorité contractante, ainsi qu'il suit, sans suppléant :

- Chef de division planification, Président ;
- Comptable matières, membre ;
- Chef de division suivi évaluation, membre ;

5) Dit, toutefois, que l'ARD devra prendre les dispositions utiles pour renforcer son personnel afin de se conformer aux dispositions de l'arrêté précité ;

6) Dit que le Directeur général de l'Autorité de Régulation des Marchés publics (ARMP) est chargé de notifier à l'Agence régionale de Développement (ARD) de Diourbel ainsi qu'à la Direction centrale des Marchés publics (DCMP), la présente décision qui sera publiée sur le site officiel des marchés publics.

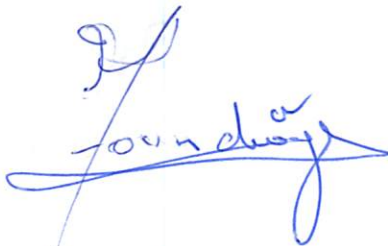


**Le Président, par intérim**



**Aïssé Gassama TALL**

### **Les membres du CRD**



**Moundiaïye CISSE**



**Mbareck DIOP**

**Le Directeur Général  
Rapporteur**



**Saër NIANG**